

L'Année de la Défense Nationale

ADN

Sous la direction de **HERVÉ DE COURRÈGES**
Préface de **NICOLAS ROCHE**

2026

Incertitudes stratégiques

- › Nouvelles conflictualités
- › Influence et désinformation
- › Quantique et IA
- › Moyen-Orient, Ukraine, Afrique



La Documentation
française

SOMMAIRE

6 LISTE DES DOCUMENTS

9 **PRÉFACE** Par le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale Nicolas Roche

13 **INTRODUCTION** Par le général de corps d'armée Hervé de Courrèges

17 PARTIE 1 LA DÉFENSE MILITAIRE

19 **La guerre en 2024 : leçons et perspectives**
Général de corps d'armée (2S) Benoît Durieux

26 **L'innovation de défense : au cœur de la préparation de l'avenir**
Ingénieur général de l'armement Patrick Aufort

34 **Le rapport au Parlement sur les exportations d'armement : comprendre un outil de politique étrangère et levier économique français**
Jade Guiberteau Ricard

43 **Le réarmement pour conjurer la guerre : l'appel du secrétaire général de l'OTAN**
Damien Arnaud

50 **L'opération Aspides : l'enjeu de la coopération pour la sécurisation des voies commerciales**
Nicolas Mazzucchi

57 PARTIE 2 LA DÉFENSE NATIONALE

59 **La déstabilisation en ligne : analyse de l'ingérence étrangère du Baku Initiative Group**
Service de vigilance et protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM)

67 **L'influence : une fonction stratégique essentielle dans un monde de compétition et de confrontation permanentes**
Tziporah Fried

- 74 La sécurisation des grands événements sportifs :
l'exemple des Jeux olympiques et paralympiques (JOP)
de Paris 2024
Nacer Lalam

- 82 Le redéploiement militaire français en Afrique :
une opportunité stratégique à saisir ?
Emmanuel Dupuy

- 90 L'Estonie en état d'alerte : une stratégie de défense totale
face aux menaces
Ambassadeur Emmanuel Mignot et Kalle Stoicescu

99

PARTIE 3

LA SÉCURITÉ NATIONALE

- 101 **Le narcotrafic : comprendre une menace globale**
Clotilde Champeyrache
- 109 **Le changement climatique et l'intelligence artificielle (IA) :
vers de nouvelles crises stratégiques**
Jean-Michel Valantin
- 116 **La directive européenne sur la résilience des entités critiques :
la pièce manquante d'un puzzle européen en construction ?**
Annabelle Livet
- 124 **La prochaine révolution technologique :
quels avantages quantiques demain ?**
Louise Frion

133

PARTIE 4

LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

- 135 **La résistance sans « axe » : l'effritement des réseaux
d'influence de Téhéran au Moyen-Orient**
Clément Therme
- 143 **La stratégie gagnante : *Hayat Tahrir al-Cham* contre
le djihadisme transnational en Syrie**
Arthur Stein
- 150 **Le guépard républicain : Mitch McConnell et le basculement
trumpien**
Lauric Henneton

158 **La Serbie : un pays coincé entre l'Europe occidentale et la Russie ?**
Loïc Trégourès

169 **Le Livre blanc sur l'avenir de la défense européenne : symptôme d'un changement d'époque ?**
Celia Burgdorff

177 CONCLUSION Par Guillaume Lasconjarias

181 CHRONOLOGIE

185 BIOGRAPHIES DES CONTRIBUTEURS

PRÉFACE

PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ
NATIONALE NICOLAS ROCHE

Si la rivalité structurelle opposant la Chine et les États-Unis constitue depuis plus de 10 ans la toile de fond des rapports de force internationaux, la guerre contre l'Ukraine déclenchée par la Russie en 2022, les attentats antisémites terroristes du *Hamas* contre Israël le 7 octobre 2023, la guerre régionale israélo-iranienne qui s'en est ensuivie et enfin les premières orientations diplomatiques données par la nouvelle administration américaine en 2025 sont venus confirmer ces dernières années la nécessité pour la France et les Européens de se doter d'une stratégie et de moyens capables d'assurer leur défense, leur sécurité nationale et leur autonomie stratégique dans un environnement brutal, instable et incertain.

Ebranlé dans les fondations établies depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a en effet pas un aspect de l'ordre international qui ne soit aujourd'hui soumis à une contestation, voire une violation pure et simple. Traité sur la maîtrise des armements, principe d'intangibilité des frontières, respect du droit de la guerre et du droit international humanitaire, intégrité des régimes de contrôle des biens sensibles et des armes non conventionnelles, sont les murs porteurs d'un système de sécurité internationale aujourd'hui fissuré, qui menace même de s'écrouler, pour nous faire revenir à un monde de force brute, non régulé.

Ces atteintes aux fondements de la sécurité internationale sont souvent précédées et accompagnées par une rhétorique décomplexée d'usage de la force, que brandissent certains Etats résolus à régler leurs différends ou à faire prévaloir leurs intérêts en dehors des enceintes et des pratiques multilatérales de négociation, mais aussi par un discours idéologique quasiment contre-révolutionnaire qui vient contester le modèle même que l'Europe a patiemment construit depuis 1945.

Si la guerre en cours en Ukraine, la situation dramatique à Gaza, la guerre régionale israélo-iranienne et la menace d'une confrontation militaire d'ampleur en mer de Chine demeurent des points d'attention majeurs dans les affaires du monde, ils n'éclipsent pas l'existence de foyers terroristes, les théâtres de crise en Afrique et au Moyen-Orient, ni l'urgence des défis globaux posés par le changement climatique, les migrations, l'accès aux matières premières, ou l'irruption de technologies de rupture comme l'intelligence artificielle (IA) et le quantique.

Dans cet environnement incertain, le risque du passage de la puissance à l'acte dans les rapports de force, dont la conscience a pu être atténuée depuis la fin de la guerre froide par l'illusion de «la fin de l'histoire»¹, est redevenu aujourd'hui une perspective bien réelle, que l'agression russe contre l'Ukraine a malheureusement confirmé.

1. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme* (Paris : Flammarion, 2009).

Engagée dans une politique ouvertement impérialiste vis-à-vis de ce qu'elle nomme son «étranger proche», résolue à porter des coups à la sécurité, la stabilité, et à la cohésion de l'Europe, notamment dans son aide à l'effort de guerre ukrainien, la Russie est au premier rang des acteurs constituant pour notre pays et ses alliés une menace contre nos populations, nos économies, nos infrastructures et nos modes de vie.

Cette menace n'attend pas son éventuel passage à une agression armée à part entière pour se manifester de manière tangible ni viser nos intérêts. Comme d'autres États adverses et compétiteurs, la Russie met ainsi en œuvre des stratégies dites «hybrides», conduites sous le seuil de la confrontation militaire, souvent à bas bruit voire masquées par des *proxies*, et qui s'appuient sur des modes opératoires variés (campagnes de cyberattaques ou de désinformation, sabotage physique, etc.) concourant tous à l'atteinte d'objectifs hostiles comme l'espionnage, la perturbation de notre économie et de nos services, mais surtout la déstabilisation de notre opinion publique et la fragilisation de notre solidarité nationale, en cherchant en permanence à semer la confusion et le désordre dans nos sociétés.

La France, comme ses partenaires et ses alliés de l'Union européenne (UE) et de l'Alliance atlantique, fait donc face à des menaces qui sont non seulement agressives mais aussi protéiformes, capables de se manifester dans les environnements les plus imbriqués dans nos vies quotidiennes, et ainsi susceptibles d'atteindre directement ou indirectement le plus grand nombre d'entre nous.

C'est sur ce constat, qu'elle établit sans fard, que s'ouvre la Revue Nationale Stratégique (RNS) actualisée en 2025. Souhaités par le président de la République, ces travaux de mise à jour ont permis de confirmer, et au besoin de questionner, l'adéquation des objectifs stratégiques et des moyens qui leur sont alloués, avec les défis posés à notre défense et notre sécurité nationale.

De ce travail il ressort l'hypothèse, centrale pour l'organisation et la préparation de notre pays, d'un risque élevé de guerre majeure et de haute intensité en dehors du territoire national, en Europe ou dans sa périphérie, qui impliquerait la France et ses alliés, notamment européens, et s'accompagnerait d'attaques hybrides massives (cyber, informationnelles, sabotages, troubles organisés, guerre économique, etc.).

Dans cette perspective, la France, avec le souci de rechercher et encourager une réelle solidarité avec ses partenaires européens, poursuivra et amplifiera son effort de transformation capacitaire, pour que sa base industrielle et technologique de défense (BITD) soit à la fois innovante, réactive, mais aussi tournée vers les productions de masse. Déjà largement reconnue pour la qualité et la sophistication de ses matériels, notre industrie de défense doit en effet être apte à répondre aux phénomènes d'attrition observés sur les théâtres d'opération, notamment en Ukraine.

Dans notre capacité plus globale à soutenir un effort prolongé dans les conditions d'un conflit armé et d'attaques hybrides, la résilience et l'unité de notre nation seront des facteurs déterminants, adossés à la mobilisation de notre économie et de nos forces morales, notamment la jeunesse.

Faire de chaque acteur public et privé, au plus près des territoires, et *in fine* de chaque citoyen, un acteur de la cohésion et de la résilience nationales constitue d'ailleurs une ambition phare de la RNS actualisée qui pourra s'appuyer, pour sa réalisation, sur le rôle joué par l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) dans la diffusion de l'esprit de défense.

De son côté, le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) poursuivra la mise en œuvre de ses mandats nationaux et des travaux interministériels que lui confie l'exécutif pour soutenir la préparation, la résilience et la protection de notre pays dans les domaines clés de la planification et de la gestion de crise, la cybersécurité, la protection des infrastructures critiques, la lutte contre la manipulation de l'information, et plus largement la coordination dans la lutte contre les stratégies hybrides adverses.

DU TEMPS DES RUPTURES À L'ÈRE DES INCERTITUDES STRATÉGIQUES

PAR LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE HERVÉ DE COURRÈGES

Fidèle à sa mission de promotion de la culture de défense, de renforcement de la cohésion nationale et de développement d'une réflexion stratégique rigoureuse, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) propose une troisième édition de l'*Année de la défense nationale* (ADN). La précédente faisait le constat d'un monde happé par les ruptures stratégiques. Pour penser la période d'après, ce nouvel opus se projette sur leurs conséquences et interroge la manière dont elles transforment notre environnement : après le temps des ruptures, sommes-nous désormais face à l'ère des incertitudes stratégiques ?

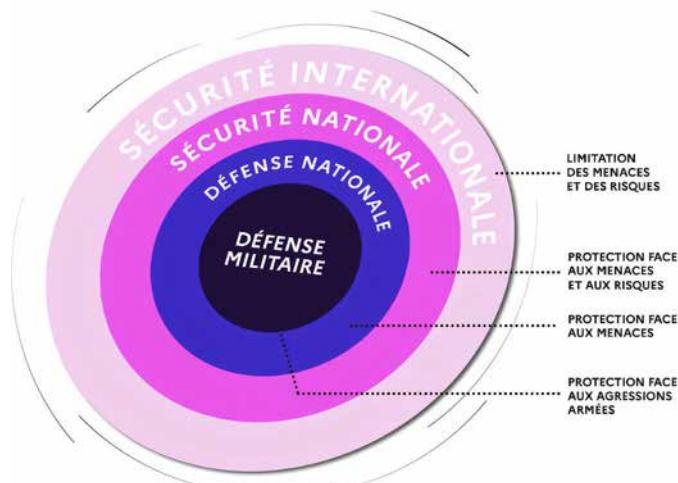
Les champs de la défense et de la sécurité sont indubitablement entrés dans une phase de transition. Le « monde d'hier » n'est plus, pour paraphraser l'écrivain Stefan Zweig¹. De l'Ukraine au Moyen-Orient, en passant par les États-Unis, des évolutions brutales ont émergé. Le monde d'après – et avec lui une nouvelle forme d'équilibre durable – ne semble cependant pas tout à fait exister non plus. L'environnement international mute rapidement, sans qu'il soit possible d'entrevoir une nouvelle donne au-delà d'une seule désinhibition de la compétition internationale. N'est-ce pas, alors, dans ces périodes de contingence « que surgissent les monstres », pour reprendre la formule du penseur Antonio Gramsci² ?

Cette nouvelle édition d'*ADN* est composée de 19 articles originaux, rédigés par des spécialistes issus des mondes tant civil que militaire. S'appuyant sur une articulation concentrique, reprenant le continuum entre la défense et la sécurité, ces contributions dressent un panorama transverse et rigoureux du monde tel qu'il est aujourd'hui, tout en envisageant, autant que faire se peut, ce qu'il pourrait devenir demain.

1. Stefan Zweig, *Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen* (Paris : Folio, 2016).

2. Ezra Klein, « 'Now Is the Time of Monsters' », *The New York Times*, 12 janvier 2025, <https://www.nytimes.com/2025/01/12/opinion/ai-climate-change-low-birth-rates.html>.

Figure 1. Articulation concentrique de la stratégie française de défense et de sécurité nationales



Le premier cercle correspond à la notion de *défense militaire*, qui relève de l'emploi ou de la menace d'emploi de la violence armée pour faire face à une menace délibérée à finalité politique. Le général (2S) Benoît Durieux le constate : l'année 2024 a « été marquée par une forme de banalisation du phénomène guerrier et par la confirmation de sa nature propre ». Les conflits évoluent, les moyens se transforment et les acteurs changent, mais des invariants demeurent. Si elle peut être soutenue par des mesures économiques, numériques ou informationnelles, « la guerre reste, suivant la formule de Clausewitz, un conflit de grands intérêts réglés par le sang³ ». Les capacités de production d'armements et la disponibilité des ressources humaines demeurent des facteurs majeurs de succès, souvent évalué en termes de gains territoriaux. La dimension capacitaire est déterminante : préparer la guerre, c'est alors s'assurer de disposer des meilleurs équipements possibles, en nombre et capables d'avoir une action différenciante. Le ministère des Armées y travaille activement, comme le démontre l'ingénieur général de l'armement (IGA) Patrick Aufort dans sa présentation des actions de l'Agence de l'innovation de défense (AID). La transformation du champ de bataille et l'accélération de l'innovation dans le domaine civil imposent aux armées un rythme effréné pour la préparation des capacités déterminantes de demain : le porte-avions nouvelle génération (PANG), le système de combat aérien du futur (SCAF), et bien d'autres encore. La conclusion de l'article parle d'elle-même : « Si gouverner c'est prévoir, innover c'est imaginer et oser⁴ ». L'innovation de défense est d'autant plus importante que, en plus de permettre le maintien d'un niveau de préparation essentiel face aux ruptures d'aujourd'hui et de demain, elle contribue directement au rayonnement international de la France. L'article de Jade Guiberteau-Ricard s'intéresse à ce propos aux exportations françaises d'armement. Fortes d'un soutien public sans faille, elles ont fortement progressé dans les dernières années, faisant aujourd'hui de l'Hexagone le deuxième exportateur mondial.

3. Voir p. 21, *supra*.

4. Voir p. 31, *supra*.

Au-delà des dimensions matérielles et technologiques, la défense militaire française ne peut être pensée sans considérer son intégration au sein des alliances et partenariats qui la sous-tendent. Depuis 2009, la France a fait de son retour dans le commandement intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) la clé de voûte de sa défense. À l'heure des incertitudes multiples, l'Alliance se transforme elle aussi, notamment depuis l'arrivée du nouveau secrétaire général Mark Rutte fin 2024 ; c'est ce que met en lumière Damien Arnaud dans sa contribution, démontrant la manière dont ces transformations visent à permettre l'engagement de nos forces au service de nos valeurs et intérêts fondamentaux. L'OTAN n'est cependant pas le seul cadre d'action multilatéral pour les armées françaises. Nicolas Mazzucchi analyse à ce propos l'opération Aspides, la mission de l'Union européenne (UE) visant à protéger les flux commerciaux face aux attaques menées par les Houthis opérant depuis le Yémen.

Comme une suite logique, le second cercle de la *défense nationale* s'élargit aux actions hostiles à visée politique portant atteinte à notre souveraineté, nos intérêts et nos libertés, mais sans recourir à la force armée. Un exemple clé tient aux opérations de déstabilisation en ligne sciemment engagées par nos compétiteurs. Dans sa contribution, le Service de vigilance et protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) se penche sur le cas du *Baku Initiative Group (BIG)*. Combinant des actions dans les champs physique et numérique, cet organe de propagande lié au gouvernement de l'Azerbaïdjan conteste activement la souveraineté de la France sur ses territoires ultramarins. Ces tentatives de déstabilisation en ligne s'inscrivent dans une logique plus large d'opérations d'influence largement déployées. Tziporah Fried s'intéresse en détail au sujet, arguant que plus qu'une « simple extension de la communication, l'influence est une démarche globale visant à façonner les perceptions, orienter les comportements et structurer l'environnement international en faveur de ses intérêts nationaux. » Face aux stratégies désinhibées de nos compétiteurs, la France investit désormais pleinement ce champ ; la preuve en est l'inclusion de la fonction stratégique Influence dans la *Revue nationale stratégique* (RNS) de 2022.

La défense nationale se construit bien sûr premièrement sur notre propre territoire. Nacer Lalam s'intéresse à la manière dont la France s'est préparée pour faire face aux diverses menaces pesant sur l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris 2024. La défense de notre territoire et de nos intérêts dépend cependant également des actions déterminantes menées ailleurs par nos armées. À ce sujet, Emmanuel Dupuy remet en perspective l'actuel redéploiement militaire français en Afrique et la nécessité de repenser notre rapport à des États au sein desquels notre présence était établie depuis le temps des indépendances. À l'heure où notre modèle de défense nationale évolue face aux incertitudes du monde, il peut par ailleurs être opportun de regarder ce que font nos partenaires les plus proches dans ce domaine. Dans leur contribution, Emmanuel Mignot et Kalev Stoicescu se penchent sur la stratégie de défense totale déployée par l'Estonie. Pour parer à toutes menaces, au premier rang desquelles, bien sûr, celles posées par la Russie voisine, chaque citoyen estonien doit participer à l'effort national de défense, que ce soit dans un engagement militaire ou civil.

Le cercle de la *sécurité nationale* élargit encore la focale en intégrant la gestion des crises et des risques ne relevant pas d'une intention hostile, mais qui sont suffisamment graves pour porter atteinte à notre société, nos institutions ou nos intérêts de puissance. Bien que non politiques *per se*, certaines menaces humaines sont critiques pour l'avenir de la France. Clotilde Champeyrache s'intéresse notamment au narcotrafic, qui mêle, entre autres, des enjeux de santé publique et de sécurité publique. Jean-Michel Valantin se penche, pour sa part, sur les risques posés par le changement climatique pour la sécurité des États, menace

actuelle et future s'il en est. L'auteur croise singulièrement ce facteur avec un autre également source de bouleversements présents et à venir : l'intelligence artificielle (IA). Parce que notre sécurité en dépend, Annabelle Livet s'intéresse, quant à elle, à la protection des infrastructures critiques en Europe, notamment les fournisseurs de services essentiels tels que l'énergie, le transport, les secteurs financier, de la santé, de l'eau, alimentaire ou encore l'espace. Car maîtriser les outils du futur, c'est s'assurer d'y avoir accès selon nos conditions et intérêts, la sécurité nationale est finalement dépendante de notre souveraineté technologique. Dans son article, Louis Frion questionne ainsi la révolution quantique déjà engagée et à laquelle la France prend habilement toute sa part.

Forcément dépendantes du monde qui nous entoure, la défense et la sécurité de la France sont finalement également déterminées par nombre d'événements affectant la sécurité *internationale*, le dernier cercle considéré dans cet ouvrage. Nul espace ne semble aujourd'hui plus marqué par l'incertitude que le Moyen-Orient. Dans sa contribution rédigée avant même la guerre directe entre Israël et l'Iran de juin 2025, Clément Therme constate l'affaiblissement récent dudit « Axe de la résistance » construit par Téhéran et ses partenaires armés régionaux au courant des dernières décennies. Cet affaiblissement est d'ailleurs l'un des facteurs menant à la chute du régime de Bachar el-Assad en Syrie en décembre 2024. Arthur Stein se penche, dans ce contexte, sur l'avenir des organisations djihadistes transnationales dans le pays. L'arrivée au pouvoir d'*Hayat Tahrir al-Cham* (HTC) leur permettra-t-elle de renaître de leurs cendres ou promet-elle, au contraire, d'accélérer leur effondrement ?

Le Moyen-Orient n'est pas la seule région à se transformer à grande vitesse. Aux États-Unis, les conséquences du retour au pouvoir de Donald Trump ne semblent pouvoir être que sous-estimées. Dans son texte, Lauric Henneton voit en ce président singulier la quintessence d'un monde nouveau motivé à en balayer un ancien. Ces différentes déflagrations internationales se superposent par ailleurs à d'autres évolutions, plus proches de nous. Par-delà la guerre de haute intensité faisant toujours rage à l'est du continent, l'Europe connaît d'autres mutations promettant de définir son avenir. Loïc Trégourès s'intéresse en particulier aux évolutions récentes en Serbie, invitant les pays occidentaux à ne pas adopter une lecture trop manichéenne des enjeux politiques dans les Balkans.

Dans ce monde en ébullition, une question se pose alors finalement : notre continent est-il désormais prêt à marcher uni pour assurer sa propre défense ? Celia Burgdorff revient, à ce sujet, sur la construction souvent non linéaire d'une Europe de la défense.

L'ANNÉE 2025 : VERS UNE BASCULE DU MONDE ?

GUILLAUME LASCONJARIAS

L'expression classique d'une supposée « croisée des chemins » ne rend qu'imparfaitement justice aux évolutions internationales majeures qui se dessinent aujourd'hui. Intituler ce troisième numéro de *l'Année de la défense nationale* (ADN) *Incertitudes stratégiques* souligne alors les fragilités d'un ordre international au sein duquel les tensions s'accumulent et les frontières entre les notions de paix, de crise et de guerre ne cessent de se rétrécir. L'expression de Raymond Aron parlant de « paix impossible, guerre improbable » peut désormais aisément être reformulée en « guerre(s) possible(s), paix improbable »⁶⁹. Les renversements sont multiples : une recomposition rapide du système international hérité de la Seconde Guerre mondiale puis de la guerre froide, une transformation majeure de la conflictualité, une mutation des fondements de la cohésion nationale, etc. Ces bouleversements touchent le monde, l'Europe, la France et nos sociétés tout à la fois, posant le risque d'un vertige généralisé. Pour autant, ces incertitudes ne doivent être envisagées sous le seul angle du pessimisme ; parce qu'elles nous forceront à penser et agir autrement, ce sont ces mêmes difficultés qui portent en elles les germes des réponses innovantes de demain.

Les articles qui composent cette ADN sont irrigués d'une interrogation transverse : les ruptures à l'œuvre sont-elles seulement conjoncturelles ou au contraire structurelles, invitant à un nouveau regard durable sur nos organisations et nos outils de défense et de sécurité, leur rôle et leur emploi face à des menaces et des risques en mutation ? Pour prendre un exemple, l'actuelle réduction de l'empreinte militaire française en Afrique signe-t-elle un déclin durable de nos liens avec cet espace ou bien faut-il plutôt la percevoir comme un rebond visant un partenariat repensé et équilibré ? Si une partie de nos réflexions prend d'abord en compte ce qui se joue à l'est de l'Europe, le choix d'aborder les problèmes du monde contemporain de manière concentrique est justifié ; certes, le retour de la guerre de haute intensité acte un changement d'époque pour notre continent et pour le monde, mais cela s'inscrit dans une complexité systémique transverse faite de l'enchevêtrement entre des enjeux locaux et des réalités internationales. Les enjeux de société se mêlent aux défis économiques ou encore technologiques. Pour paraphraser le chef d'état-major des armées (CEMA) Thierry Burkhard, « aucune stabilisation n'est à espérer à court terme dans un monde où les paliers de conflictualité successifs sont franchis sans perspective de retour en arrière »⁷⁰.

Au milieu de dynamiques multiformes et inquiétantes, la France et ses partenaires s'interdisent de renoncer et de céder aux vents mauvais. Les mesures prises depuis 2022 définissent un nouvel horizon stratégique qui s'appuie sur différentes lignes directrices : l'imperatif de sécurité, le renouveau de la souveraineté, ainsi que la nécessité de la résilience. Derrière chacune de ces actions, il s'agit de mieux anticiper les chocs futurs, d'arrimer le

69. Raymond Aron, *Le Grand Schisme* (Paris : Gallimard, 1948).

70. « Audition, à huis clos, du général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, pour un point sur les opérations des armées françaises » (Assemblée nationale, 2024), https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/cion_def/l17cion_def2324004_compte-rendu.

renouveau de la pensée stratégique aux exigences opérationnelles, et de préserver ce qui semble être le centre de gravité de nos sociétés, à savoir la cohésion nationale.

L'impératif de sécurité d'abord. À l'échelle internationale, cet impératif apparaît chahuté. Le drame de l'Europe tient aujourd'hui à un découplage accru entre les sources de sa sécurité et celles de sa prospérité. Nous observons une évolution par rapport aux époques précédentes, et plus particulièrement à la guerre froide. Les États-Unis étaient à la fois les fournisseurs de notre sécurité, au travers de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et un partenaire commercial de premier plan. Or, l'approche transactionnelle que la seconde administration Trump entend appliquer dans tous les domaines nous force à interroger la pérennité de nos alliances. Dans ce contexte, la capacité jusqu'à présent inédite de l'Union européenne (UE) à vouloir parler d'une voix, à inscrire la défense au cœur de ses priorités et à se doter d'instruments nouveaux démontre qu'il est des voies où le désir de prospérité économique n'entraîne pas le besoin de protection des territoires et de leurs populations. À l'échelle nationale, cet impératif de sécurité transparaît dans l'augmentation des crédits de défense depuis 2017, preuve d'une réponse politique forte, engagée dans le temps long – puisqu'elle porte sur trois lois consécutives de programmation militaire, une continuité exemplaire depuis qu'existent les LPM.

Le renouveau de la souveraineté ensuite. La crise sanitaire de la Covid-19, la nécessaire mais difficile réindustrialisation de la France, les soubresauts autour des questions énergétiques et de la transition vers une économie décarbonée ont marqué les trois dernières années et caractériseront celles à venir. Le terme d'« économie de guerre », qu'il convient de manier avec précaution, propose de penser autrement nos capacités de mobilisation et de production dans la durée. Le passage de la gestion des flux au contrôle des stocks revisite le modèle économique actuel. Il pousse notre base industrielle et économique de défense (BITD) à s'adapter, en s'appuyant sur ses atouts traditionnels – un vaste écosystème réparti sur le territoire, expérimenté et reconnu pour la qualité de ses produits – et en faisant ouvertement face à ses limites reconnues. Renforcer notre BITD passe par la relocalisation de fonctions critiques sur le sol national – comme le poudrier Eureenco – par une analyse critique de nos chaînes d'approvisionnement ou un effort nouveau sur la main-d'œuvre et l'attractivité du secteur industriel. Cette souveraineté ne s'entend pas que sous un prisme national, elle peut aussi conduire à parler collectivement, en Européens, capables d'agir ensemble. On peut y associer, sans doute, l'idée de cette autonomie stratégique dont l'objectif paraît toujours plus actuel.

La cohésion nationale enfin. La stratégie militaire générale du CEMA d'octobre 2023 insistait sur le lien entre cohésion nationale et résilience : « Elle contribue directement aux forces morales des armées. Elle doit être considérée comme un centre de gravité essentiel : facteur de déstabilisation si elle est fragilisée, force lorsqu'elle épaulé l'engagement des armées dans des crises et des guerres »⁷¹. Les risques d'archipelisation et de fragmentation d'une société apparaissent en l'absence d'un imaginaire commun, et de valeurs rassemblant le plus grand nombre. Derrière les questions tournant autour de l'individualisation de la société, de questionnements répétés sur le modèle républicain, des problèmes très concrets se posent : le blanchiment des capitaux ou le trafic de drogue notamment, mais aussi plus largement le poids de la dette publique faisant peser une épée de Damoclès au-dessus de nous tous.

S'il est vrai qu'il existe une place en enfer pour les historiens qui prédisent l'avenir, il n'en reste pas moins une vérité que nos documents stratégiques actuels et la *Revue nationale stratégique* (RNS) mettent en avant. Le temps des illusions, des dividendes de la paix, du

71. « Stratégie militaire générale du chef d'état-major des armées » (Ministère des Armées, 2023).

multilatéralisme rassurant est mort. Face au dogme de la force qui prime le droit, au retour des empires et des sphères d'influence, et de la compétition débridée, la France et l'Europe ne doivent plus seulement se préparer, mais se tenir casquées, en garde, prêtes à défendre leurs valeurs, car ce sont elles qui, en fin de compte, ouvrent un chemin d'espoir.